

## Bulletin d'histoire politique

# Visions du libéralisme et de « l'amélioration » dans la Nouvelle-Écosse rurale, 1820-1848

Daniel Samson



Volume 14, numéro 2, hiver 2006

Culture démocratique et aspirations populaires au XIXe siècle : la vie démocratique au quotidien

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054432ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054432ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Samson, D. (2006). Visions du libéralisme et de « l'amélioration » dans la Nouvelle-Écosse rurale, 1820-1848. *Bulletin d'histoire politique*, 14(2), 35-50.  
<https://doi.org/10.7202/1054432ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Visions du libéralisme et de « l'amélioration »<sup>1</sup> dans la Nouvelle-Écosse rurale, 1820-1848

DANIEL SAMSON  
(TRADUCTION DE MARTIN PETITCLERC)  
*Brock University*

Les sociétés d'agriculture ont constitué les bases institutionnelles clés de la société civile dans la Nouvelle-Écosse coloniale et rurale. Appuyées par l'État, elles étaient également des sociétés volontaires, ce qui en fait une excellente ouverture pour explorer les tensions entre l'État et la société civile en formation. En ce sens, l'examen de leur membership et de quelques-uns de leurs écrits nous ouvre une belle fenêtre pour analyser la vision impériale du libéralisme en Nouvelle-Écosse. Les promoteurs de l'amélioration de l'agriculture ont cru, et ont en partie démontré, que la société rurale constituait un tremplin idéal pour l'encouragement des vertus libérales et démocratiques associées à l'idée de « self-government ». Mais ils l'ont fait dans un contexte politique et culturel qui leur permettait de mettre en valeur leur prestige social et leurs vertus civiques.

Dans ses *Letters of Agricola* [1822], John Young a défini un projet pour l'amélioration de l'agriculture en Nouvelle-Écosse, confiant que les fermiers de ce coin de l'Empire se soumettraient au « yoke of improvement ». La fondation de sociétés d'agriculture et la création d'une petite noblesse rurale représentaient, pour Young, des moyens d'implanter la « britishness » outremer. Enveloppé dans ce que C. A. Bayly appelle un « patriotisme agraire »<sup>2</sup>, le projet de gouvernement de Young témoignait de sa vision d'un État qui, par le biais des institutions de la société civile, pénétrerait la campagne et mettrait à contribution la classe moyenne rurale émergente et ses agents de réforme afin de réorganiser un corps social fragmenté. En faisant la promotion des améliorations – c'est-à-dire en postulant un rapport particulier entre ce qu'on pourrait appeler le développement économique et le gouvernement libéral – des auteurs comme Young ont proposé un modèle de régulation des

acteurs économiques individuels qui ne reposait pas sur les individus eux-mêmes, mais plutôt sur le leadership d'une élite gagnée à leur conception de l'ordre et du progrès. Comme eux, cette élite devrait accepter certains aspects, mais pas tous, de l'ordre libéral émergent. Cet article analyse l'influence de ce projet de l'ancienne élite tout en l'éclairant par la critique de ceux qui en ont rejeté la vision.

## UN GOÛT POUR LE CONFORT

On sait peu de choses de Young avant qu'il n'arrive en Nouvelle-Écosse. On sait qu'il a été marchand d'étoffes, fonctionnaire municipal et qu'il a fréquenté l'Université de Glasgow. Il a également été assistant de Sir John Sinclair, principal architecte du *Scottish Improvement*, fondateur du *British Board of Agriculture* et auteur du *Statistical Account of Scotland*<sup>3</sup>. D'ailleurs, de nombreux éléments argumentaires invitent à considérer les *Letters of Agricola* comme une application sophistiquée de quelques idées phares de la pensée économique britannique de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : évaluation du contexte politique et économique de la Nouvelle-Écosse, reconnaissance des aspects particuliers de la politique coloniale et métropolitaine, prise en compte des particularités des marchés régionaux et coloniaux et évaluation optimiste, mais pas totalement erronée, du potentiel agricole de la Nouvelle-Écosse. Il ne faut toutefois pas assimiler cette pensée économique au courant principal de l'économie politique libérale. Il s'agit plutôt d'un programme physiocrate et régulationniste qui est particulier aux promoteurs de l'amélioration de l'agriculture. L'originalité de ce programme est directement liée au contexte colonial. Alors que les patriotes agraires du Vieux Monde avaient de l'admiration pour le paysan écossais robuste, ou même pour la progression modeste, voire modérée, du petit cultivateur anglais indépendant, Young croyait que les habitants du Nouveau Monde faisaient face à des problèmes tout à fait différents. Le contexte colonial en Amérique requérait, sinon de nouvelles solutions, du moins une révision de celles appliquées en Europe. Comme nous le verrons, Young croyait que l'état primitif et peu développé de la colonie, qui lui semblait toujours au bord de l'anarchie, nécessitait d'avoir recours à une forme de régulation paternaliste et tutélaire encore plus forte qu'en Angleterre.

Contrairement aux idées reçues, Young croyait que les causes de la crise en Nouvelle-Écosse « may be traced to ignorance and inactivity, not to the niggardliness of nature ». Cette conviction s'appuyait sur deux perceptions. Young pensait d'abord que les mauvaises politiques gouvernementales avaient encouragé le développement des villes et du commerce au détriment

de la colonisation agricole. Ensuite, il croyait que la crise de l'agriculture devait aussi être attribuée à « l'indolence stupide et satisfaite » de la plupart des fermiers de la province. La première critique était toujours présentée d'une façon implicite, de sorte que Young pouvait souligner les problèmes des politiques gouvernementales sans avoir à pointer du doigt l'élite dont l'appui lui était nécessaire. Les « stupides » fermiers étaient toutefois des cibles beaucoup plus faciles. Young s'en prenait ainsi au fermier provincial qui travaillait la terre dans une « torpeur léthargique » en aspirant à « nothing more than the independence of poverty ». Il prétendait de plus ne recevoir pour réponse que le « broad and vacant stare of inanity » lorsqu'il questionnait les fermiers sur l'agriculture scientifique ou le *Scottish Farmers' Magazine*<sup>4</sup>. C'est pourquoi il devrait éduquer cette populaire « who live in the midst of woods and morasses »<sup>5</sup> à devenir de bons fermiers. Le raisonnement était relativement simple : la viabilité économique d'un pays était menacée si on ne pouvait compter sur des fermiers compétents qui puissent subvenir aux besoins les plus fondamentaux de la société. Mais au-delà de la théorie économique, la pensée de Young était également influencée par des considérations culturelles, la moindre n'étant pas son dédain absolu pour les « paysans » qui formaient la grande majorité de la population rurale de la province.

Les *Letters of Agricola* témoignaient des aspirations de Young pour une société meilleure. Young affirmait que les défenseurs de la nation étaient des hommes instruits, attentifs à l'intérêt public, qui transmettraient par émulation les méthodes scientifiques appropriées à une population ignorante. Mais le discours scientifique était également un discours de classe, ce qui explique que la plupart des arguments étaient enveloppés de considérations culturelles et sociales. En démontrant à quel point la science, et bien sûr les hommes de science, apporterait aux « ignorant and unlettered boor[s] », Young voulait souligner qu'il y avait place pour des agents de changement provenant de la classe moyenne. Ce paternalisme était d'ailleurs perceptible dans sa vision patricienne des paysages ruraux de l'avenir. Young imaginait par exemple une « verdant meadow [...] the cultured hill and the planted and ornamental woodland », ce qui changeait de l'image actuelle d'une population « who live[s] in the midst of woods and morasses ». La ferme de Young était plus qu'une maison et un champ, mais « ornamental pleasure-ground – the shrubbery, the lawn, the tasteful villa, the substantial family seat ». Le style de vie, tout comme les champs, devait être cultivé. Il admettait bien que cela était probablement prématuré pour la jeune colonie. Mais il fallait tout de même faire face aux problèmes propres au Nouveau Monde, puisque les colons devaient se battre contre la forêt pour survivre « [and were] not in a condition to acquire a relish for convenience, far less for refinement ». Il fallait donc leur enseigner<sup>6</sup>.

Dans son « entreprise patriotique », Young devait assurer l'important rôle du leader moral en aidant les classes moyennes à préciser leur conception d'une richesse nationale qui, bien sûr, leur serait bénéfique<sup>7</sup>. Les intérêts économiques n'étaient toutefois pas la seule motivation de Young. Ce dernier évoquait également le discours de l'humanisme civique pour convaincre les élites coloniales de leurs responsabilités. Ces élites ne devaient pas se contenter d'en retirer des bénéfices, mais également d'accomplir ce qui était leur devoir. Young croyait en la force modératrice de la vie rurale pour contrer les excès de la société capitaliste, en sa capacité à tempérer le potentiel corrupteur du monde commercial. Il insistait ainsi sur la capacité de la vie rurale « to repress, or at least to moderate the strifes of ambition ». Cette idée d'un contrôle de soi, comme moyen pour atteindre la vertu, a joué un rôle crucial dans sa conception de l'économie politique. Encore plus que le développement d'une classe moyenne propriétaire, ce qui importait vraiment à Young, c'était que cette élite parvienne à concilier d'une façon harmonieuse son devoir civique et sa prospérité économique<sup>8</sup>. C'est pourquoi le plus important défi pour cette élite libérale, qu'elle soit liée à l'État ou à la société civile, était d'atteindre cet équilibre afin de diriger la vie des autres comme s'il s'agissait de la leur. Se poser en promoteurs de l'amélioration nécessitait aussi de prendre conscience, au nom du bien commun, de sa subordination aux pouvoirs supérieurs, c'est-à-dire de respecter les importantes contraintes imposées à la volonté de chacun, qu'elles proviennent de Dieu ou de la « main invisible ». C'est à ce point précis, entre la subordination et le gouvernement de soi, entre la discipline et l'action, que le sujet politique moderne émergerait. Ce sujet libéral impliquait que chacun puisse se discipliner d'une telle façon qu'il soit en mesure de se gouverner, tout en demeurant gouvernable<sup>9</sup>. Les citoyens vertueux de Young démontraient justement cette capacité à être gouvernés. Dans la société coloniale, il était en effet important que des leaders sociaux puissent gouverner la société, la nature, tout comme eux-mêmes.

### LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE

L'influence du mouvement pour l'amélioration de l'agriculture et du patriotisme agraire en Nouvelle-Écosse était moins liée à l'application des techniques de surveillance et de « macro-management » qu'à la création de bases pour l'émergence d'une société civile. Cela est en partie attribuable aux institutions gouvernementales propres à la colonie. Si on compare avec le modèle Nouvelle-Angleterre, on constate par exemple que la constitution a engendré un gouvernement lourdement centralisé doté d'un exécutif puissant, d'une assemblée faible et, virtuellement, d'aucun gouvernement municipal<sup>10</sup>. Le

modèle de la Nouvelle-Écosse devait répondre à ce que le Colonial Office croyait être les défauts des anciennes colonies américaines. Ce modèle donnait énormément de pouvoirs à Londres et à Halifax et ne laissait que très peu de place, à l'extérieur de la capitale, pour le développement de la société civile et de formes autonomes de gestion locale. Alors que l'espace créé par l'absence d'une église officielle a été rapidement occupé par des évangélistes ambulants<sup>11</sup>, l'espace au sein de la société civile n'a été que lentement et partiellement rempli par des associations volontaires comme la *Masonic Lodge* ou la *North British Society*. Ces sociétés, parmi d'autres, vont se développer après 1815. Mais aucune n'aura le succès, ou l'influence, des sociétés d'agriculture inspirées par Young. Ces sociétés, qui devaient créer des liens entre la société civile et l'État, auront une influence considérable sur la construction du « sujet libéral » dans le contexte politique et constitutionnel particulier de la Nouvelle-Écosse coloniale.

Les élites rurales de la Nouvelle-Écosse, tout comme les membres des sociétés d'agriculture locales, ont pleinement embrassé le projet de Young. Bien que les sociétés désespéraient régulièrement de leur capacité à stimuler une plus grande participation, elles se vantaient de regrouper « the most respectable inhabitants of the country ». À Amherst, Alexander Stewart a par exemple annoncé que l'avenir de la nouvelle société était assuré, puisqu'elle pouvait compter sur des membres prestigieux, « comprising [...] the greater part of the wealth and respectability of the country »<sup>12</sup>. J. S. Morse, membre de l'Assemblée législative et secrétaire d'une société, observait « that the "Cumberland Agricultural Society" comprises a large portion of the Magistracy and of the respectability of this county »<sup>13</sup>. De telles affirmations étaient très courantes. L'analyse de Graeme Wynn du membership de plusieurs sociétés de Pictou a d'ailleurs montré que ce modèle basé sur la domination d'une élite locale a persisté dans les décennies 1840 et 1850<sup>14</sup>.

Les sociétés d'agriculture, tout comme les nombreuses sociétés fraternelles fondées dans les villes et les villages de la région, permettaient aux hommes ruraux, mais plus rarement aux femmes, de discuter d'affaires politiques ou sociales et d'affirmer leur statut social au sein de la communauté. Elles constituaient un lieu important de la politique rurale en se présentant comme un forum où s'articulaient les aspirations de l'élite avec celles de l'État. Les promoteurs locaux de l'amélioration de l'agriculture nous ont donné un portrait très clair de la façon dont ils considéraient leur rôle en décrivant les activités de leur société. Ils prétendaient généralement être les seuls à comprendre « the true interests of this country » et désiraient par conséquent faire tout en leur pouvoir « to [...] keep alive the laudable and patriotic spirit [of agricultural improvement] »<sup>15</sup>.

La correspondance des membres des sociétés d'agriculture indique bien qu'ils croyaient avoir pour mission « to induce the people to forego the unprofitable practices and modes of their ancestors » et à entrer dans le monde moderne de l'amélioration de l'agriculture<sup>16</sup>. La plupart des sociétés affirmaient d'ailleurs que leur principal objectif était « to shake off [non-members'] prejudices and old Customs ». Elles considéraient que les fermiers provinciaux croulaient littéralement sous le poids de la tradition et de la coutume. Apparemment, cette critique s'adressait avant tout aux Acadiens et aux « Highlanders » écossais. Non seulement étaient-ils « bigoted in the good old ways [and] their prejudices [. . .] deeply rooted », mais ils étaient également « lazy »<sup>17</sup>. Les promoteurs locaux de l'amélioration de l'agriculture étaient malgré tout confiants et optimistes. Même si ces fermiers répétaient inlassablement les erreurs du passé, ils pouvaient maintenant compter, au sein même de leur communauté, sur des hommes habités par l'intérêt public qui les mèneraient à un avenir brillant<sup>18</sup>.

Les sociétés d'agriculture locales étaient de véritables organismes d'État. En plus de subvenir à leur financement et de lui rendre des comptes, plusieurs représentants de l'État au niveau de la localité en étaient membres. Les subventions publiques de 40 à 60 livres par société permettaient, en plus de financer les formes habituelles de patronage provenant d'Halifax, de procéder à une distribution plus large et plus informelle des fonds. Pour être admis, les membres devaient payer de cinq à dix shillings, ce qui représentait une bonne somme pour un fermier dans le besoin ou un journalier obligé de consacrer trois ou quatre jours de travail pour accumuler une somme équivalente. Mais l'entrée dans la société donnait accès, pour ceux qui en avaient les moyens, à de meilleures semences, à des animaux de reproduction importés et à des équipements subventionnés. Certainement, ces avantages encourageaient l'élite à faire partie des sociétés d'agriculture. Néanmoins, les sociétés ne rejoignaient qu'un petit groupe de gens, jamais plus de dix pour cent des foyers d'un district. D'ailleurs, la plupart des membres de ce petit groupe étaient déjà étroitement liés à l'État. Ainsi, le fait que ces sociétés aient maintenu une certaine autonomie ne doit pas nous faire oublier qu'elles constituaient tout de même un relais du pouvoir dans les communautés rurales. Bien que ces sociétés ne comptaient qu'une petite proportion de la population, elles étaient donc importantes. Certains de leurs membres, par exemple, étaient des fonctionnaires qui avaient la responsabilité d'administrer les subventions publiques pour le développement du réseau routier local. D'autres devaient servir les ordres de la cour, ce qui pouvait parfois représenter pour une famille endettée la fin de son crédit. D'autres encore avaient obtenu des milliers de votes lors des précédentes élections provinciales ou locales. Évidemment, on peut penser que ces hommes n'avaient pas

réellement besoin des avantages matériels et de la reconnaissance que procurait l'adhésion à une société d'agriculture. Toutefois, il est important de comprendre qu'ils croyaient tout de même en avoir besoin. Après tout, les sociétés d'agriculture étaient des organismes d'État qui offraient aux élites locales des récompenses matérielles, une reconnaissance sociale accrue, et leur permettaient de se réclamer de la vertu civique.

Ceci dit, les ressources financières étaient insuffisantes pour entretenir un patronage d'une grande envergure. De toute façon, les sociétés locales étaient intéressées par des enjeux qui dépassaient largement la question des engrais, du bétail et des semences. Bien sûr, les sociétés discutaient régulièrement du développement de la production agricole. Mais elles s'intéressaient également à une foule de sujets : la qualité du débat de la dernière assemblée, la supériorité de la charrue anglaise, l'état des clôtures de la communauté, l'amélioration du toilettage des animaux, la respectabilité des membres, l'abandon des vieilles habitudes, le ton de voix convenable en assemblée, la tenue appropriée des femmes et des filles de membres, etc. Cela témoigne bien du rôle central joué par ces associations dans la construction sociale de normes de conduites. En effet, leurs préoccupations dépassaient largement le simple cadre de l'économie et relevaient tout autant d'une culture politique. Cela est confirmé par leur dédain pour les « unimproved » et leur entêtement à voir dans le pauvre, l'Acadien, le Highlander et, bien sûr, la femme, la source de toutes les difficultés et donc l'objet de toutes leurs réformes. La technique privilégiée de réforme était l'éducation, plus précisément l'émulation, c'est-à-dire la mise en contact avec « the inspiring influence of . . . example ». On croyait ainsi que les « plodholes » seraient gagnés à la cause de l'amélioration lorsqu'ils en verraient les bénéfiques effets chez ceux qui étaient plus élevés dans l'échelle sociale. Cette idée que le changement social avait une direction, qui partait des élites pour aller vers les masses, est vitale. Elle implique que l'amélioration ne pourrait provenir de la libéralisation ou des opportunités de croissance engendrées par les libertés économiques et politiques. En d'autres mots, on croyait que les vieilles habitudes des Highlanders, des Acadiens et des autres ignorants ne pourraient pas être renversées par les forces modernisatrices du marché, mais seulement par l'émulation. Bref, les disciples de l'amélioration croyaient fermement que seule l'élite sociale, et non le « doux commerce », transformerait la société rurale de la Nouvelle-Écosse.

## LES INCRÉDULES

Ce n'est pas tout le monde, toutefois, qui s'est rallié à la cause de l'amélioration de l'agriculture. Certaines critiques s'en prenaient, par exemple, aux



prétentions de Young et à sa perspective limitée, centrée sur la capitale<sup>19</sup>. En 1821, Young attribuait le déclin du membership de la *Pictou Society* à l'opinion populaire qui percevait les sociétés comme « a contrivance to pick poor people's pockets »<sup>20</sup>. D'ailleurs, la plupart des sociétés n'attiraient qu'un faible pourcentage des habitants et ne comptaient guère plus que 30 ou 40 membres. En plus des nombreuses sociétés vacillantes, plusieurs autres ont dû cesser leurs activités pendant les années 1840 et 1850 parce qu'elles étaient incapables de percevoir les dix livres en frais d'admission prévus par la loi<sup>21</sup>. Bien que la *Pictou Agricultural Society* était l'une des associations les plus florissantes de la province, elle ne comptait, au tournant des années 1850, qu'une cinquantaine de membres pour un territoire de 2000 foyers<sup>22</sup>. Mais la critique et le manque de popularité n'ont pas été suffisants pour invalider le principe éducatif de l'émulation. Un correspondant d'Antigonish affirmait pas exemple que « even those that are loud in their vociferations against Agricultural Societies shew, by their practice, that they are influenced by [the society's] example »<sup>23</sup>. Toutefois, il est évident que la haute estime que les membres témoignaient pour les objectifs de la société n'était pas partagée par la grande majorité des « unimproved ».

Pourquoi, donc, si peu de personnes ont joint les sociétés d'agriculture ? Le coût d'admission était bien sûr prohibitif pour certains. Mais ce n'est pas tout. En effet, un « fermier expérimenté » de Cumberland a fait part de ses préoccupations très terre-à-terre à Young. Il lui a ainsi rappelé les difficultés quotidiennes rencontrées par les fermiers dans la jeune colonie : « Sir », écrit-il après le passage de Young à la foire agricole du comté, « when you was here [...] you said something about a new sistem of farming that we do not well understand. ... [B]ut we labour under some disadvantage for many of us owe the merchants »<sup>24</sup>. Les petits fermiers partageaient les préoccupations de Young concernant « le temps et l'argent », mais pour des raisons très différentes. Aux yeux du « fermier expérimenté », les sociétés réunissaient ce qu'il appelait la « agricultural class », un groupe d'imbéciles arrogants qui avaient mis sa foi dans le progrès et les promesses du marché : « [T]hey say they are resolved to conquer all difficultys [...] but we laugh at them and their Agricola plans ». Selon lui, de tels plans ne pouvaient provenir que de gens qui passaient leur temps à rêver à l'amélioration de la production agricole, à la réduction des coûts d'exploitation et aux bienfaits d'une agriculture marchande. C'était peut-être des objectifs louables, mais plusieurs fermiers n'avaient tout simplement pas les moyens de ce genre d'ambitions. Les fermiers avaient besoin d'argent, de travailler dur au quotidien et d'un salaire d'appoint à l'extérieur de la ferme. Ils n'avaient toutefois pas le temps pour les conférences, les grands dîners, ou les expositions agricoles.

Les sociétés d'agriculture n'ont pas toutes suivi les directives de Young. Une société exceptionnelle a par exemple été fondée à Wallace en 1836. La *Wallace and Pugwash Economical Society*, même si elle n'était pas officiellement reconnue, a été fondée pour promouvoir l'amélioration de l'agriculture. Sa façon de faire était très différente des sociétés agricoles ordinaires<sup>25</sup>. Elle visait à résoudre des problèmes concrets et promouvoir une régulation autonome de la communauté, plutôt que d'être un lieu de conférences et de discussions sur les bienfaits de l'émulation. Ses règlements étaient définis d'une façon assez large pour que, bien qu'ils traitaient pour la plupart des problèmes de crédit, ils puissent s'appliquer à un vaste éventail de difficultés quotidiennes. Par exemple, les règlements stipulaient que les membres devaient élire un comité chargé de régler les disputes entre membres sans avoir recours aux avocats qui étaient de toute façon formellement exclus des sociétés. Ainsi, les parties opposées devaient s'engager à respecter les décisions du comité sans avoir recours à la justice civile. À la différence des autres sociétés, il n'y avait pas de prix d'admission et les postulants n'avaient aucune condition à remplir pour devenir membre. Même les femmes avaient droit à tous les privilèges. Malheureusement, on connaît mal cette société. On ne sait même pas si elle a seulement réussi à arbitrer avec succès un seul conflit. Mais son principal objectif – soit « d'établir le bon ordre » sans recourir aux avocats et aux cours de justice itinérantes – nous laisse croire que certains fermiers, marchands et artisans de ce centre agricole et portuaire étaient très insatisfaits de voir des étrangers prendre un contrôle de plus en plus important des aspects cruciaux de leur vie. Les litiges et les poursuites judiciaires ont donc engendré une détresse qui a mené à la fondation de la *Wallace and Pugwash Economical Society*. Peut-être également que les objectifs de cette société ne visaient pas seulement les affaires judiciaires, mais plus profondément à modifier les formes communautaires de gouvernance. Peut-être aussi que les fondateurs de cette société se rappelaient, comme un correspondant de Parrsboro l'a noté, la « false and suspicious [...] manner in which [agricultural societies were] managed formerly ». Ils désiraient peut-être ainsi donner une nouvelle orientation à leurs institutions locales. Il semble évident, en effet, que les membres de la *Wallace and Pugwash Economical Society* étaient déterminés à fonder et à contrôler leurs propres institutions<sup>26</sup>.

Reconnue par le gouvernement, la *Parrsboro Society* se distinguait néanmoins des autres sociétés d'agriculture. Ses règlements, comme ceux de la plupart des sociétés, mettaient l'accent sur la diffusion d'informations sur l'agriculture et la culture du blé, tout en offrant des primes pour certaines récoltes et certains produits. Ce qui était différent, ici, c'est que les sociétés offraient généralement des primes pour les meilleures récoltes et la production d'une grande quantité de produits. Or la *Parrsboro Society* utilisait la

plus grande partie de ses fonds pour des récompenses qu'elle distribuait le plus largement possible. Ainsi, un règlement stipulait que chaque membre qui ramasserait dix boisseaux de blé sur une « vieille » terre recevrait 6 deniers par boisseau supplémentaire jusqu'à un maximum de 5 shillings<sup>27</sup>. En réalité, cela impliquait que la société remboursait les frais d'admission de chaque membre qui ramassait une quantité minimale de blé. Ainsi les fonds provinciaux pouvaient être employés à d'autres fins. Le système était si inhabituel que le Comité central allait exiger des explications et des justifications. Après avoir exprimé la méfiance des membres à l'égard de l'administration de la « vieille société », le secrétaire de la *Parrsboro* expliquait pourquoi ce système favoriserait une amélioration générale de chacun : « By this rule the small farmer will have some certain return for his membership [...] and not be perpetually discouraged by seeing all the prizes borne away by the rich ». Cela devait permettre d'accroître le nombre de membres car, bien que peu de membres pouvaient espérer une généreuse récompense, de nombreux membres pourraient bénéficier des semences importées par la société, de la bibliothèque qu'elle avait fondée et des assemblées et discussions qu'on y tenait. On allait donc pouvoir attirer des membres potentiels qui auraient ainsi les moyens de bénéficier des activités et des services de la société. Plus généralement, la société mettait de l'avant des objectifs collectifs de la communauté aux dépens des initiatives individuelles. Le secrétaire John Smith expliquait que la société considérait plus important d'encourager « the tillage of more of the old lands, [and] giving aid to new settlers » que de récompenser la « spéculation » individuelle<sup>28</sup>. La *Parrsboro Society* ignorait largement le message de Young, croyant que l'appui de la communauté, plutôt que l'émulation au contact de l'élite, favoriserait une plus grande amélioration.

Le système a très bien fonctionné jusque dans les années 1860, la société y apportant ici et là des correctifs au gré des années. La *Parrsboro Society* a toujours eu au moins 115 membres, dont 120 lors de sa fondation en 1841 et 135 en 1844, alors qu'on en comptait entre 30 et 60 dans la plupart des sociétés<sup>29</sup>. La « rotation » des récompenses était une activité frappante. En effet, de nouvelles récompenses venaient remplacer les plus vieilles qui étaient abandonnées une fois leurs objectifs considérés comme atteints. Cela permettait notamment de mettre l'accent sur des récompenses qui avantageaient les fermiers les plus pauvres. Bien sûr, la *Parrsboro Society* n'était pas la seule à offrir des primes pour le défrichement d'une nouvelle terre (5s par acre). Mais elle avait l'originalité de limiter cette récompense à ceux qui avaient défriché moins de 20 acres. Ainsi, cette récompense ne pouvait être détournée aux profits de fermes déjà bien développées. L'année suivante, par exemple, la société a discontinué l'octroi de récompenses sur l'avoine et le

blé, « as it was thought every attention is now paid to these articles ». Elle a donc mis de l'avant de nouvelles primes pour encourager la construction de vergers et la production de navets. Cette rotation des primes a ainsi favorisé l'introduction de nouvelles récoltes et le recours à des ressources peu utilisées, tout en maintenant l'aide aux petits fermiers. En un certain sens, le système a trop bien fonctionné. En 1844, tellement de membres étaient devenus éligibles pour des primes que la société a anticipé un manque de fonds. Cela a peut-être incité la société à ajuster les primes sur l'avoine et le blé. Mais cette explication ne suffit pas. Comme l'a expliqué le secrétaire, la prime sur le blé avait rempli son objectif en incitant « some members to try wheat the last three years who for several years before had not raised any [...] They now find that half a crop of wheat pays as well as a full crop of oats »<sup>30</sup>. L'importance accordée à ce qui était « payant » illustre bien qu'il ne s'agissait pas d'une organisation communautaire utopique visant l'autarcie. En fait, la société adhérerait sans doute davantage que les autres à un précepte fondamental de Young, voulant que l'amélioration de l'agriculture passe par l'encouragement de la production à domicile. La société affirmait ainsi que la récompense sur le blé « will operate as a small encouragement to supply from our own resources the great deficiency of [flour] »<sup>31</sup>. À l'évidence, la société de Parrsboro préférait mettre sur pied un programme de production locale visant à se substituer aux importations plutôt que de démontrer son savoir-faire dans des foires et expositions agricoles.

Que faire, donc, de ces sociétés « délinquantes » de Wallace et Parrsboro ? Était-ce la version nouvelle-écossaise de l'idéal jeffersonnien du petit producteur indépendant qui, tout en répondant aux besoins de la population travaillante, formait également l'épine dorsale de la nouvelle société démocratique ? Ces sociétés, contrairement aux autres, ne mettaient pas l'accent sur le statut social, l'émulation et la réussite individuelle. Même si on parlait abondamment d'une agriculture « pratique » dans la plupart des sociétés, seuls les membres de la Parrsboro étaient suffisamment pratiques pour comprendre que les fermes riches ou en difficultés ne tireraient aucun bénéfice d'une théorie de la diffusion de la connaissance au compte-goutte. D'une certaine façon, du moins en ce qui concerne le respect du « laissez-faire » caractéristique du libéralisme économique, la société agricole de Parrsboro était la plus purement libérale que nous pourrions espérer trouver en Nouvelle-Écosse à cette époque. Mais ces « libéraux » pavaient en même temps un chemin original en ce qu'ils essayaient de confronter les problèmes sociaux d'une façon qui ne laisserait pas les pauvres à leur propre sort. D'une manière paradoxale, la *Parrsboro Society* conciliait un libéralisme respectueux de certains enseignements de l'économie de marché avec certains éléments résiduels d'une ancienne économie morale toujours vivace.

L'élite a également formulé certaines critiques à l'égard des sociétés d'agriculture de Young. Quelques mois après les lettres de ce dernier, une autre série de travaux prenaient note du « remue-ménage » entourant l'amélioration de l'agriculture. Dans ses *Mephibosheth Stepsure Letters*, un portrait fictif d'un canton de Pictou, Thomas McCulloch affirmait qu'*Agricola* : « suggested to me a great many improvements which my present system of farming needs »<sup>32</sup>. Mais McCulloch limitait son appréciation aux questions techniques de la bonne agriculture, en écartant consciemment leurs implications sociales. Lui et Young étaient bien des promoteurs d'une meilleure agriculture. Mais là où Young envisageait une société ordonnée et paternaliste conduisant ses « paysans » vers une production rationnelle, c'est-à-dire nationaliste, scientifique et économique, McCulloch croyait plutôt voir une société où les individus, conduits par un impératif moral chrétien, seraient la force qui enclencherait le mouvement irrésistible de l'amélioration.

D'un côté comme de l'autre, la moralité était fondamentale. Mais McCullough ne s'intéressait guère à ceux qui passaient leur temps à décrire leurs expériences religieuses. Ainsi, il s'en prenait à ceux qui « combine[d] religious principle. . . with active industry » en affirmant que s'occuper de son propre bien-être était fondamental à la capacité d'un individu d'agir moralement. McCullough insistait sur l'importance du travail individuel et industriel et rappelait constamment, par le biais de son personnage principal Stepsure, qu'une personne devait avant tout s'occuper de ses propres affaires. Les succès de Stepsure, qui contrastaient avec les difficultés de ses voisins, avaient été obtenus par la modestie, la prévoyance, le labeur et, bien sûr, la faculté « de s'occuper de ses propres affaires ». De plus, Stepsure retirait une grande satisfaction en se moquant de ceux qui croulaient sous le poids des « devoirs publics ». Il simulait ainsi l'émerveillement à l'égard de ceux qui étaient tellement habités par « l'intérêt public » qu'ils se faisaient un devoir d'assister aux procès de la Cour suprême pour empêcher « que les avocats ne ruinent le pays ». Bien qu'il admirait leur vigilance, Stepsure, bien sûr, « stayed at home and wrought many a good day's work upon [his] farm ; and this had a wonderful effect upon its improvement »<sup>33</sup>. Chez McCulloch, le respect des affaires privées de chacun était au cœur de son économie politique de l'amélioration.

McCulloch et Young témoignaient de deux visions très différentes d'un monde meilleur. Young revendiquait une respectabilité publique agressive, fondée sur l'idée que « men of liberal and enlightened views. . . maganimously offer[ed] on the altar of public utility. . . the inspiring influence of the example ». De son côté, McCullough soutenait qu'un « fool exalted to dignity is merely a fool more conspicuous ». Lorsque le premier imaginait la

« shrubbery and the substantial family seat », le second évoquait « the little hut ». Lorsque le premier s'enflammait pour « l'opulence nationale », le second soutenait que « chaque homme religieux » ayant tenté de se procurer les « moyens du plaisir domestique », par une maison modeste et une petite récolte sur une minuscule parcelle de terre, « never fail[ed] to secure respectability »<sup>34</sup>. Là, enfin, où le premier parlait d'indépendance nationale, le second évoquait l'indépendance individuelle. En conformité avec l'idéal chrétien, McCullough désirait une modeste respectabilité privée. Poursuivant l'idéal du patriotisme agraire, Young désirait beaucoup plus.

À mon avis, cette conception différente du chemin à suivre pour atteindre la responsabilité individuelle est ce qui distingue fondamentalement Young, McCullough et les sociétés « délinquantes » de Wallace, Pugwash et Parrsboro. Le programme « d'inspiration publique » de Young reposait sur l'idée qu'un groupe social était le leader naturel des autres. Il n'y avait pas de place, ici, pour que les pauvres puissent se gouverner eux-mêmes. Le message essentiel du livre de Young était donc que les pauvres devaient être bien gouvernés, qu'ils devaient suivre la voie indiquée. McCullough y croyait également. Mais contrairement à Young, cette croyance s'appuyait sur l'idée que chacun pouvait trouver ce chemin en s'appuyant sur l'indépendance individuelle que lui procurait le labeur, sa faculté de s'occuper de ses propres affaires et sa compréhension de son propre rapport à Dieu. Finalement, même si on ne connaît pas le contexte culturel qui a motivé les « dissidents » sociaux de Wallace et Parrsboro, on peut tout de même constater que ces derniers considéraient, tout comme McCullough, que l'expérience concrète, et non une gouverne tutélaire, était le chemin le plus sûr vers l'amélioration des conditions.

Une telle dissension à l'égard des conduites proscrites dans la société civile et religieuse a joué un rôle important dans la colonie pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Pourtant, ce sont les sociétés d'agriculture et leur modèle élitiste de gouvernement, principalement parce qu'elles étaient étroitement liées au pouvoir et à la richesse dans les communautés, sans oublier qu'elles étaient appuyées par l'État, qui ont prévalu. Dans la campagne nouvelle-écossaise, la culture de l'amélioration a donc promu l'éducation et le développement de soi, mais par les canaux de sociétés d'agriculture paternalistes. La dépendance de cette composante essentielle de la société civile à l'égard de l'État impliquait évidemment de nombreuses contraintes provenant de considérations politiques, même fragmentées, de l'élite, d'un milieu social profondément conservateur ou de l'héritage paternaliste laissé par des hommes comme John Young et Sir John Sinclair. Dans ce contexte, le programme d'émulation métropolitaine a encouragé les élites locales à embrasser un vieux modèle de

vertu civique fondé sur leur leadership. L'État et la société civile étant ainsi liés, l'élite a pu conserver longtemps ses prérogatives sur les politiques locales dans la Nouvelle-Écosse rurale, affaiblissant par le fait même la possibilité de voir émerger des politiques démocratiques et populaires plus larges. Finalement, il est essentiel d'insister sur la nature contingente de toute cette évolution. Le libéralisme offrait un éventail de possibilités qui ne convenaient pas nécessairement à ce modèle paternaliste. D'ailleurs, ce ne sont pas seulement des raisons financières qui expliquent l'écroulement de cette société civile paternaliste, en 1862, alors que l'État cesse de subventionner les sociétés d'agriculture. Plusieurs personnes en avaient également déjà rejeté les principes de base.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. « Improvement » est un terme difficile à traduire. Au XIX<sup>e</sup> siècle, il faisait non seulement référence aux caractéristiques techniques des nouvelles pratiques, mais également à la conviction que ces innovations avaient une supériorité culturelle. Dans ce texte, nous avons traduit « improvement » par « amélioration » même si ce terme n'est pas autant chargé de sens en français. J'aimerais remercier Jane McLeod, Catherine Desbarats, Katia Kissov et les évaluateurs anonymes pour leurs commentaires. Je remercie Martin Petitclerc pour avoir fait du processus de traduction de cet article un plaisir.
2. C. A. Bayly, *Imperial Meridian : The British Empire and the World, 1780-1830*, London, Longman, 1984, en particulier, p. 100-132.
3. John Young, *An Inquiry into the Impolicy of Fixing Wages by Law*, Glasgow, R. Chapman, 1813. Sur Sinclair, voir Rosalind Mitchison, *Agricultural Sir John : The Life of Sir John Sinclair of Ulbster, 1754-1835*, London, Geoffrey Bles, 1962. J'ai comparé les projets de Young et de Sinclair dans « The Improvement of the Scotlands, Young and Old : John Young, Sir John Sinclair, and Agrarian Patriotism », dans *Transatlantic Rebels : Agrarianism in Comparative Context*, Thomas Summerhill and James C. Scott (dir.), East Lansing, Michigan State University Press, 2004, p. 87-116.
4. Young, *The Letters of Agricola*, p. 18.
5. Young, *The Letters of Agricola*, p. 23, 25 et 447.
6. Young, *The Letters of Agricola*, p. 60 et 444-447.
7. Young, *The Letters of Agricola*, p. 60.
8. Young, *The Letters of Agricola*, p. 28 et 447.
9. Michel Foucault, « On Governmentality », dans Graham Burchell, Colin Gordon et Peter Miller (dir.), *The Foucault Effect : Studies in Governmentality*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, p. 87-104.

10. Elizabeth Mancke, « Early Modern Imperial Governance and the Origins of Canadian Political Culture », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 32, n° 1, 1999, p. 3-20.
11. G. A. Rawlyk, *The Canada Fire : Radical Evangelicalism in British North America, 1775-1812*, Kingston and Montreal, McGill-Queen's University Press, 1994, p. 124-140.
12. William McKeen à John Young, Mabou, 10 March 1821, n° 121, vol. 7, RG8, PANS.
13. J. S. Morse à Young, Amherst, 7 January 1819, ré-imprimé dans Young, *Letters of Agricola*, 257-8, p. 256 et 261.
14. J. S. Morse à Young, 7 January 1819, ré-imprimé dans Young, *Letters of Agricola*, p. 257-258 ; Reverend Thomas Trotter à Young, 20 January 1819, Dorchester [Antigonish], ré-imprimé dans *ibid.*, p. 283-284. Graeme Wynn, « Exciting a Spirit of Emulation Among the "Plodholes" : Agricultural Reform in Pre-Confederation Nova Scotia », *Acadiensis* XX, 1, automne 1990, p. 36-38
15. Uniacke à Young, 29 February 1820, n° 62, vol. 2, RG8, PANS.
16. James MacGregor à Young, 20 October 1820, n° 141, vol. 6, RG8, PANS.
17. James Jenks à Caleb Lewis, Cumberland Agricultural Society, 2 janvier 1821, n° 174, vol. 6, RG8, PANS ; Stephen Oxley à John Young, 16 décembre 1818, ré-imprimé dans *Letters of Agricola*, p. 224-227 ; et Report of the Pictou Agricultural Society, 1843, vol. 22, n° 1, RG8, PANS.
18. Report of the River John Agricultural Society, 1844, vol. 18, n° 122, RG8, PANS ; et McKeen à Young, 1 août 1821, vol. 7, n° 126, RG8, PANS.
19. William Fraser à « Agricola », 28 février 1820, vol. 2, n° 61, RG8, PANS.
20. James MacGregor à John Young, 26 janvier 1821, vol. 6, n° 131, RG8, PANS ; et Alexander Stewart à John Young, 2 janvier 1821, vol. 6, n° 175, RG8, PANS.
21. Membership reports from Sydney (volume 16, n° 107 [1841] et 110 [1843]), Middle River (n° 174 [1846]). New Glasgow n° 101 [Annual Report for 1847] et n° 103 [Annual Report for 1849], volume 18, RG8, PANS.
22. John Taylor à Titus Smith, 23 juin 1847, vol. 18, n° 39, RG8, PANS et Wynn, « Exciting a Spirit of Emulation », p. 36-38.
23. Jenks à Young, 3 janvier 1825 ; vol. 6, n° 211, RG8, PANS.
24. « An Experienced Farmer » to Young, Cumberland, 16 novembre 1820, vol. 2, n° 233, RG8, PANS.
25. « Rules of the Wallace and Pugwash Economical Society », *Prince Edward Island Times*, 26 mars 1836. Je remercie Rusty Bittermann pour avoir attiré mon attention sur ce rapport.
26. Parrsboro Agricultural Society, T. D. Dickson à Titus Smith, 20 juin 1842, vol. 14, n° 172, RG8, PANS.



27. « Rules of the Parrsboro Agricultural Society », 30 novembre 1841, vol. 14, n° 171 RG8, PANS.
28. T. D. Dickson à Titus Smith, 20 janvier 1842, vol. 14, n° 172, RG8, PANS.
29. Annual Report 1841, n° 171 ; 1844, n° 187 ; 1848 n° 210 ; 1850, n° 216 ; 1855, n° 241, tous dans le volume 14, RG8, PANS.
30. Annual Report, 1844, vol. 14, n° 187, RG8, PANS ; et 1845, vol. 14, n° 191, RG8, PANS.
31. Dickson à Smith, 20 janvier 1842, vol. 14, n° 172, RG8, PANS.
32. Thomas McCulloch, *The Mephibosheth Stepsure Letters*, Gwendolyn Davis (dir.), Ottawa, Carleton University Press, 1990 [1820], p. 160.
33. McCulloch, *The Mephibosheth Stepsure Letters*, p. 145-146.
34. McCulloch, *The Mephibosheth Stepsure Letters*, p. 153-154.